

DÉCLARATION LIMINAIRE

CAPN A MOUVEMENT COMPLÉMENTAIRE DE MUTATION AU 1^{ER} MARS 2016

Monsieur Le Président,

Depuis plusieurs semaines, les temps forts du dialogue social se résument à de la communication pour le gouvernement et à du mépris vis à vis des organisations syndicales.

Premièrement, le Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations (PPCR) sera dans un véritable déni de démocratie appliqué unilatéralement.

Deuxièmement, à la suite des violences à AIR France preuve du succès du dialogue social, des salariés sont arrêtés comme de vulgaires trafiquants à 6 h du matin.

Troisièmement, le comité technique de réseau (CTR) du lundi 28 septembre dernier a montré que pour le Directeur Général, le dialogue social se limite de fait à des échanges lui permettant de dire qu'il a consulté les représentants des personnels pour ensuite, mettre en œuvre ses propres décisions. Devant ce constat d'échec du dialogue, les organisations syndicales ont du quitté le CTR.

Quatrièmement, juste avant le lancement de la quatrième conférence sociale pour l'emploi, François Hollande a dit attendre des organisations syndicales « un engagement pour le dialogue ». Faut-il en rire ou en pleurer ?

Tout le montre depuis plusieurs années, les instances dirigeantes (le MEDEF, la Finance et leurs séides politiques de droite comme de gauche) ne conçoivent le dialogue social que par l'approbation pure et simple de leurs décisions.

Cette mascarade de dialogue social justifie le boycott par la CGT des instances nationales depuis le 28 septembre.

Bien plus que de dialogue social, il faut dorénavant parler de monologue social, voire de monologue du recul social.

Depuis le début du mois d'octobre, trois directions sont expérimentatrices d'un nouveau dispositif dit « de service civique », ce sont des jeunes de 16 à 25 ans payés 573 € par mois pour au moins 24 heures hebdomadaires !!! Ils seront chargés de missions de gestion de file d'attente dans les services et d'« ambassadeurs du consentement à l'impôt » (quel titre ronflant) mission consistant à intervenir dans les écoles collèges et maisons de retraite !!!

Pour la CGT-Finances publiques, il s'agit d'une tentative de cacher la misère du chômage tout en masquant le manque d'emploi devenu chronique par les nombreuses vacances et suppressions d'emplois à la DGFIP.

Pour nous, la DGFIP se doit de remplir ses missions, avec des effectifs suffisants de fonctionnaires à statut et non d'utiliser de la main d'œuvre bon marché, sous payée, sous qualifiée et exploitée pour tenter de tenir les promesses de campagne du président de la République.

La CGT Finances Publiques exige la suspension du dispositif d'expérimentation. Elle demande un point à l'ordre du jour sur le service civique au prochain CTR, départ d'un cycle de discussion sur le sujet avant toute mise en place dans le réseau.

Avant d'en venir au formidable Mouvement complémentaire, il faut faire un bilan des restructurations du réseau de la DGFIP.

En 3 ans, 205 postes comptables ont été supprimés, et principalement des trésoreries mixtes (188).

18 NOVEMBRE 2015
TOUS EN GRÈVE!

Montreuil 5/11/ 2015

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

- Case 450 ou 451
- 263 rue de Paris
- 93514 Montreuil Cedex
- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

Quels sont les annonces de restructurations à la DGFIP pour le 1^{er} janvier 2016 ? Sur 72 départements, la CGT-Finances Publiques a recensé :

- ▶ 155 fermetures de trésoreries ;
- ▶ 3 fermetures de Recettes des Finances ;
- ▶ 2 fermetures de PRS ;
- ▶ 1 fermeture de SIP ;
- ▶ 13 fermetures de SIE ;
- ▶ 5 fermetures de PCE ;
- ▶ 3 suppressions de BDV ;
- ▶ 20 regroupements de SPF ;

... et la liste n'est pas exhaustive !!!

Bien sûr, ce n'est pas officiel. La Direction Générale refuse de répondre à toutes les demandes de la CGT d'avoir communication de ses plans de restructuration et d'assumer dès lors son choix de restreindre le service public !!!

La CGT revendique la transparence sur la réalité des restructurations

Pour la CGT-Finances Publiques, il est nécessaire de préserver les missions de la DGFIP et le bon fonctionnement de tous les services.

Ce n'est pas la nouvelle annonce de 2 130 suppressions de postes dans notre direction qui va le permettre. Ils s'ajoutent au 25 000 qui ont déjà eu lieu depuis 13 ans !!!

Tous les services sont maintenant impactés, beaucoup de SIE, SIP, et trésoreries travaillent en sous-effectif constant.

Vient maintenant le temps des PCE et brigades de vérifications !!!

La CGT explique ainsi la volonté de la DG de revoir les règles de gestion, remise en cause des RAN, fin du mouvement complémentaire...

C'est la logique du démantèlement du réseau ; Mieux que de dire que son chien à la rage c'est encore mieux de lui donner !!!

LA DGFIP A BIEN DÉCIDÉ DE BRADER LE SERVICE PUBLIC.

LA CGT EXIGE :

- ▶ **L'arrêt des restructurations et de la démarche stratégique ;**
- ▶ **Le maintien des structures de proximité et de pleine compétence ;**
- ▶ **L'arrêt des suppression d'emplois ;**
- ▶ **Les moyens matériels et en emplois dans toutes ses structures.**

Concernant le mouvement complémentaire en lui-même :

Nous constatons tout d'abord que la Direction Générale reste sur sa ligne de mouvement marginal. Il sera en effet difficile de faire moins qu'un taux de satisfaction de 3,8% avec 95 mutations faites avec 2 494 demandes initiales.

Comme nous vous l'avions déjà fait remarquer l'année dernière, les attentes de nos collègues ont été de nouveau terriblement déçues par le très faible nombre de mutations. Nous rappelons que la première année du mouvement complémentaire en 2013, ce nombre s'élevait à 183 soit quasiment le double.

Ce mouvement apparaît donc à nouveau plus comme un mouvement de régularisation intervenant à la marge qu'un véritable mouvement de mutation complémentaire.

Nous regrettons à nouveau le dommage collatéral impactant les inspecteurs stagiaires, pénalisés par le délai de séjour d'un an à compter du 1^{er} mars, qui plaçaient de gros espoirs dans ce mouvement.

Nous constatons avec satisfaction qu'à titre d'exemple, la Seine Saint Denis passe d'un solde au projet du mouvement général de +21,3 à un solde de -2,5 au projet du mouvement complémentaire, ce qui nous semble plus réaliste (avec 54 départs et 62 arrivées au mouvement général c'est à dire bien peu). Nous sommes intéressés par des explications sur ces chiffres qui nous semblent totalement irréalistes et qui nous poussent à nous interroger sur l'ensemble des directions qui ont un solde excédentaire.

Nous dénonçons le projet présenté par l'Administration lors du GT règles de gestion de supprimer le mouvement complémentaire. De fait, le projet présenté cette année est une portion congrue de ce que vous pourriez faire. Ce mouvement complémentaire se présente comme peu ambitieux et surtout il est à l'image de ce que l'Administration ressent pour les agents : un profond mépris.

Nous attendons une écoute approfondie notamment pour les collègues présentant des pathologies ou des changements de situation personnelle. Nous sommes persuadés qu'ils ont pleinement leur place dans le mouvement.

Enfin, nous dénonçons un calendrier des CAPN brouillon et peu adapté à du travail serein. Le mélange des CAPN ne permet pas aux agents de se repérer au niveau des dates. Il nous arrive ainsi d'avoir des questions mélangées entre la révision des évaluations et le mouvement complémentaire, ce qui est anormal. Notre remarque, bien sûr, est valable même si il n'y avait pas eu de boycott. Nous sommes d'ailleurs sûrs que vous en êtes pleinement conscient et que ces agissements sont volontaires pour empêcher le bon fonctionnement des organismes paritaires.

**LE 18 NOVEMBRE,
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE**

